

# La Chambre

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

M. Negrettes (Pyrenées-Orientales) demande des facilités de circulation pour les touristes belges qui bénéficient en Italie et en Allemagne de fortes réductions de transport.

M. Baux (Nord) proteste contre les licenciements de père de famille, mineurs du bassin d'Annin, parce qu'ils ont fait grève le 20 novembre, se conformant aux ordres de la C.G.T.

M. Pitois. — Vous avez bien travaillé pour eux (excl. extr.-gauche).

M. Baux. — Il y a parmi ces père de famille et ces mineurs qui ont des casiers judiciaires vierges.

Le député de Valenciennes demande au ministre des Travaux publics de faire réintégrer les ouvriers mineurs licenciés de fait et de droit ceux qui ont été embauchés par suite de grève.

M. Alexandre Dural (Eure) présente les revendications des populations rurales pour leur faciliter l'achat et l'usage des tracteurs agricoles.

Plusieurs députés protestent contre l'augmentation de certaines lignes de chemin de fer et leur remplacement par des autobus.

M. de Saint-Pern (Maine-et-Loire), démissionnaire au ministère d'encourager les coopératives agricoles.

M. Philip, rapporteur, parle en faveur des petits fonctionnaires des travaux publics qui ont les plus maigres rémunérations. Il regrette l'arrêt des grands travaux notamment ceux des ports et affirme en terminant que le chiffre de 18 millions pour les crédits de la tournée est nettement insuffisant.

M. de Monsie et les sanctions pour fait de grève

M. de Monsie répond aux orateurs. Il se déclare en complet accord avec le rapporteur sur toutes les questions. Il reconnaît en outre la gêne provoquée dans certaines régions par les licenciements de fait et de droit. Mais ces mesures qui entraînent une économie de 80.000 fr. par km. sont indispensables. Les malheurs seront d'ailleurs corrigés.

Le ministre souligne les difficultés de la situation et rappelle que le budget de 1937 est en déficit de 1.150 milliards. Il rappelle que le budget de 1936 a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

LES BELLES ETRENNES UN ABONNEMENT A LA CELEBRE

## Revue DES Deux Mondes.

Toute la vie actuelle en France et à l'Étranger

POUR 126 FRANCS

Paris, 120 fr. Départ., 126 fr. Étrang., 140 ou 200 fr.

ENVOI GRATUIT D'UN NUMÉRO SPÉCIMEN

à tout expéditeur d'une carte postale mentionnant ce journal

15, Rue de l'Université PARIS (7<sup>e</sup>)

### L'ACTE SACRILÈGE DES AUTONOMISTES BRETONS est fêtré au Sénat par le sénateur du Morbihan et le garde des Sceaux

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Jules Jeanneney. MM. Paul Marchandou et Jean Jay sont au banc des ministres.

M. Rio, sénateur du Morbihan, évoque l'incident de Pontivy, où a été mutilé le monument érigé en commémoration des deux fédérations bretonne et angevine.

« La Bretagne tout entière déclare M. Rio, condamne cet acte impie de vandalisme ».

L'orateur retrace, en quelques traits, la rude histoire d'une province qui, sans doute, moins favorisée que les autres, n'a pu jouir dès l'abord d'une vie facile et féconde.

Ce destin a été tracé par la géographie et la force, elle a chohalé délibérément et librement en voie à son heure et c'est le don français à double titre de la Bretagne à France en la personne touchante de la duchesse Anne préparant par 1832, l'union indéfectible de l'hermine avec les fleurs de lys. Dès lors, le Bretagne demeurée à la France le meilleur d'elle-même sera calculé, sans réserve fidèle jusqu'à la mort.

M. Paul Marchandou répond à M. Rio qu'il condamne avec énergie les actes de vandalisme.

« Quelle que soit l'innocence des prétendus autonomistes, ajoute le ministre de la Justice, cela ne suffit pas ».

Le Sénat adopte ensuite sur le rapport de M. Millaud-Lacroix, directeur du budget, la Chambre ayant terminé l'examen des budgets particuliers de dépenses, entreprendra mercredi après-midi, à 15 h., la discussion générale de la loi de finances que l'on poursuivra dans une séance de mardi prochain.

En fin de séance, la Chambre a adopté le projet de crédits du budget des Finances, de celui des médailles et de celui de l'imprimerie nationale.

La séance reprendra aujourd'hui.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

M. Albertin, rapporteur, annonce que les crédits du budget du ministère des Finances, de 32.833.427.178 fr., se présentent avec une augmentation de 9 milliards. Le budget de 1936, de 32.833.427.178 fr., a été voté par 323 voix contre 119.

# DERNIÈRE HEURE

M. Chamberlain dépose à la Chambre des Communes un projet de service national pour la protection des populations civiles

L'armée elle-même aura besoin, l'an prochain, de 60.000 recrues

Londres, 20 décembre. — Une motion vient d'être déposée aux communes au nom du premier ministre et de ses principaux collaborateurs compétents.

Cette motion constitue un projet de service national pour la protection des populations civiles.

D'autre part, M. Hore Belisha, ministre de la Guerre, a indiqué aux Communes que l'armée britannique aurait besoin l'an prochain de 60.000 recrues et que 40.000 enrôlements seront enrégimentés avant la fin de cette année financière.

Une allocution du cardinal Gerlier est diffusée au Vatican

Cité du Vatican, 20 décembre. — Le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, parlant au micro de la radio vaticane, a entretenu ses compatriotes de France du Saint-Père. Il a montré les qualités exceptionnelles dont le Souverain Pontife continue à faire preuve en affrontant tous les travaux et toutes les difficultés qui surgissent de toutes parts en ce moment. Il a enfin exhorté ses auditeurs à célébrer la vertu de la paix inspirée du respect des droits et de l'observation de la justice.

La naturalisation des étrangers

Paris, 20 décembre. — A la suite de la séance de la Chambre, M. Fernand Laurent et ses collègues de la Fédération républicaine ont déposé une proposition de loi tendant à modifier les conditions nécessaires à la naturalisation des étrangers, en portant d'un an à cinq ans le délai minimum de résidence en France nécessaire pour permettre aux étrangers d'acquiescer à la nationalité française.

Une promotion de grands mutilés paraît aujourd'hui

Paris, 20 décembre. — Le « Journal Officiel » publiera mercredi une liste de promotions et de nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur concernant des mutilés de guerre et titulaires d'une pension définitive d'invalidité, du taux de 100 %.

Cette liste comprend : 5 commandeurs : MM. Henri Baileycour, ancien capitaine du 2<sup>e</sup> groupe d'aviation ; Paul Filleux, ancien capitaine, amoné de la 164<sup>e</sup> division d'infanterie ; Jean Lechaval, ancien sous-lieutenant au 40<sup>e</sup> R.I. ; Antoine Mirambeau, ancien lieutenant au 6<sup>e</sup> R.I. coloniale ; Robert Van Huffel, chef d'escadron de cavalerie en retraite ; 21 officiers et 533 chevaliers.

La canonisation prochaine d'un Jésuite français : le Père de la Clorivière

Cité du Vatican, 20 décembre. — La Congrégation des rites s'est réunie au Vatican pour examiner différentes questions touchant à de nombreuses causes de béatification et de canonisation, notamment celle du jésuite français Pierre-Joseph de la Clorivière, fondateur du sanctuaire de Pompéi.

Pour le resserrement des rapports culturels entre la France et la Grèce

Athènes, 20 décembre. — Un important accord pour le resserrement des rapports culturels traditionnels entre la Grèce et la France a été signé entre le premier ministre, M. Metaxas, et M. Cosme, ministre de France.

L'accord prévoit notamment l'échange de professeurs et de conférenciers, des étudiants des pays respectifs, etc.

Le camp gouvernemental de l'Union nationale en échec aux élections polonoises

Varsovie, 20 décembre. — La première tranche des élections municipales qui se sont déroulées dans les plus grandes villes de Pologne et dans 46 localités de l'Ouest, a démontré la prédominance du parti national démocrate. Ce parti emporte, en effet, la première place avec plus de 400 mandats sur un total approximatif de 1.150. (Tous les résultats ne sont pas encore connus.)

Le camp gouvernemental de l'Union nationale vient en deuxième position avec 383 mandats environ suivi par le parti socialiste avec près de 178 mandats.

Les autres mandats se répartissent entre les deux partis juifs, socialistes et socialistes (58 mandats), le parti du travail (53 mandats), les groupements minoritaires allemands (16 mandats).

Les milieux d'opposition interprètent ces résultats comme un correctif apporté aux élections parlementaires de novembre, où le camp gouvernemental avait obtenu 80 % des sièges grâce au système électoral en vigueur qui avait été boycotté par les partis d'opposition.

Ces élections consacrent aussi la vitalité des vieux partis politiques que le camp de l'Union nationale créé en 1927 n'a pas réussi jusqu'à présent à ébranler.

Des documents compromettants sont trouvés dans la valise du consul d'Angleterre à Saint-Sébastien

Londres, 20 décembre. — La communication suivante a été publiée mardi soir par le Foreign Office :

« Un paquet contenant des documents mettant en cause certaines personnes a été trouvé par les autorités espagnoles du poste frontière à Irún dans la valise consulaire expédiée par le vice-consul de Grande-Bretagne à Saint-Sébastien à l'ambassade de Grande-Bretagne à Saint-Jean-de-Luz ».

« Une enquête détaillée est actuellement engagée par les autorités nationalistes avec la collaboration et l'assistance des autorités anglaises locales. Bien que le vice-consul anglais, M. Harold Goodman, portait lui-même la valise, rien ne permet d'affirmer que le vice-consul se trouve personnellement en cause ».

A Rangoon, en Birmanie, une centaine de collégiens et de fillettes sont blessés dans une charge de police

Rangoon, 20 décembre. — Une centaine de collégiens, pour la plupart des garçons et des fillettes, ont été blessés par la police qui a dû charger la foule devant les bureaux du gouvernement que des effectifs de la police militaire gardent actuellement.

Des informations parvenues de divers centres provinciaux de Birmanie indiquent que la campagne de désobéissance civile se poursuit.

« Le prince Alexandre de Prusse, fils du prince Auguste Wilhelm de Prusse et petit-fils de Guillaume II, a épousé à Dresde, Mlle Irmgard Weygand, princesse de Saxe, appartenant à un régiment appartenant à une troupe spéciale de liaison avec l'aviation ».

« A Morlaix, la suite d'un acte violent, la femme Laurent a été tuée à coups de hache, sous les yeux de ses deux enfants âgés de 14 et 13 ans, son mari, âgé de 55 ans ».

« A l'occasion de l'Exposition allemande, organisée à New-York, sous les auspices de la Ligue germano-américaine pour les affaires, le drapeau national-socialiste avait été arboré sur la façade du bâtiment où doit se tenir l'exposition. Deux cents personnes, locataires et employés, réunies, ont signé une pétition demandant le retrait de l'emblème à croix gammée ».

« Un agent d'affaires à Châteaufort, M. Charles Bricot, reconnu coupable de faux et usage de faux, a été condamné à deux ans de prison avec sursis par la Cour d'appels de l'Indre ».

« On annonce la mort au Bourneau (Vendée), de Mme Marie Thomas, qui avait écrit le roman « Le Jeune Prochain » ».

« L'Académie française vient d'attribuer un grand prix de 10.000 francs à l'Institut des études américaines du Comité de Franco-Américain, pour avoir édité un ouvrage de M. Gabriel-Louis Jarry : « L'Empire français d'Amérique, 1584-1804 » ».

« M. Diemitz, ancien président du Conseil de l'Europe, récemment arrêté mardi matin à Bertrouth, Des troupes rendant les honneurs ».

Le budget du ministère des Finances

La séance est ouverte à 15 h. 00, sous la présidence de M. Herriot.

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Finances.

M. Ramette, rapporteur, fait connaître les modifications apportées par la Commission des finances au projet de gouvernement.

Le débat vient sur les sanctions. M. Peugeot indique que dans les usines du Doubs, qui connaît, les électriciens eux-mêmes ont fait grève et avait eu lieu 78 licenciements sur 18.000 ouvriers.

Cette déclaration provoque entre les députés communistes et de droite un échange de violents injures.

M. Baux (Nord) soutient les revendications des ouvriers mineurs notamment en ce qui concerne l'élection des délégués.

M. Duhay voudrait voir réaliser le vote secret pour les décisions de grève.

Les explications du ministre

M. Pomaret répond aux divers orateurs. La politique des assurances sociales, qui fera l'objet d'une interpellation en janvier, n'est pas un coup porté à l'édifice social, bien au contraire. D'autre part, le ministre s'engage à donner satisfaction au rapporteur sur divers points et, en particulier, sur l'œuvre de réduction des chômeurs.

Le ministre expose ensuite le fonctionnement des Caisses d'assurances sociales. Il annonce le dépôt d'un projet de loi réglant la situation des salariés que ne bénéficient pas des assurances sociales avant l'expiration du plan. Il avise M. Duhay qu'il a saisi la commission supérieure du travail de la question du vote secret des grèves. Il expose ensuite sa politique pour réduire le chômage. Il déclare qu'il y avait 7 à 8.000 ouvriers licenciés pour tout le territoire, à la suite de la grève du 30 novembre.

La Chambre adopte les crédits du budget du ministère des Finances.

Sur intervention de M. Vallée, on décide de prolonger jusqu'à 1 h. du matin l'examen des derniers budgets de dépenses, moyennant quoi, il n'y aura pas de séance mercredi matin.

Le budget du ministère du Commerce

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Commerce.

M. Louis Rollin réclame une protection plus efficace des commerçants de détail.

M. Leroy (Vosges) estime que l'industrie française doit profiter des divers contingents qui étaient réservés à la Tchecoslovaquie.

M. Sausdrey (Seine) se plaint de la concurrence que les coopératives de consommation qui jouissent de privilèges accablés, font aux commerçants.

M. Gesteau (Côte-du-Nord) signale les difficultés d'exportation des pommes dont 150.000 tonnes pourraient en Bretagne.

L'art japonais

Cette jolie statuette, dont le style rappelle l'art espagnol, est exposée au nouveau Musée impérial de Tokio. Entièrement en bois, elle représente le dieu du bonheur et de la prospérité.

La France possède la ligne ferrée électrifiée la plus longue d'Europe

Un aspect de la ligne Paris-Hendaye (620 kilomètres), dont le dernier tronçon Angoulême-Bordeaux vient d'être mis en service.



Le budget du ministère des Finances

La séance est ouverte à 15 h. 00, sous la présidence de M. Herriot.

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Finances.

M. Ramette, rapporteur, fait connaître les modifications apportées par la Commission des finances au projet de gouvernement.

Le débat vient sur les sanctions. M. Peugeot indique que dans les usines du Doubs, qui connaît, les électriciens eux-mêmes ont fait grève et avait eu lieu 78 licenciements sur 18.000 ouvriers.

Cette déclaration provoque entre les députés communistes et de droite un échange de violents injures.

M. Baux (Nord) soutient les revendications des ouvriers mineurs notamment en ce qui concerne l'élection des délégués.

M. Duhay voudrait voir réaliser le vote secret pour les décisions de grève.

Les explications du ministre

M. Pomaret répond aux divers orateurs. La politique des assurances sociales, qui fera l'objet d'une interpellation en janvier, n'est pas un coup porté à l'édifice social, bien au contraire. D'autre part, le ministre s'engage à donner satisfaction au rapporteur sur divers points et, en particulier, sur l'œuvre de réduction des chômeurs.

Le ministre expose ensuite le fonctionnement des Caisses d'assurances sociales. Il annonce le dépôt d'un projet de loi réglant la situation des salariés que ne bénéficient pas des assurances sociales avant l'expiration du plan. Il avise M. Duhay qu'il a saisi la commission supérieure du travail de la question du vote secret des grèves. Il expose ensuite sa politique pour réduire le chômage. Il déclare qu'il y avait 7 à 8.000 ouvriers licenciés pour tout le territoire, à la suite de la grève du 30 novembre.

La Chambre adopte les crédits du budget du ministère des Finances.

Sur intervention de M. Vallée, on décide de prolonger jusqu'à 1 h. du matin l'examen des derniers budgets de dépenses, moyennant quoi, il n'y aura pas de séance mercredi matin.

Le budget du ministère du Commerce

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Commerce.

M. Louis Rollin réclame une protection plus efficace des commerçants de détail.

M. Leroy (Vosges) estime que l'industrie française doit profiter des divers contingents qui étaient réservés à la Tchecoslovaquie.

M. Sausdrey (Seine) se plaint de la concurrence que les coopératives de consommation qui jouissent de privilèges accablés, font aux commerçants.

M. Gesteau (Côte-du-Nord) signale les difficultés d'exportation des pommes dont 150.000 tonnes pourraient en Bretagne.

L'art japonais

Cette jolie statuette, dont le style rappelle l'art espagnol, est exposée au nouveau Musée impérial de Tokio. Entièrement en bois, elle représente le dieu du bonheur et de la prospérité.

La France possède la ligne ferrée électrifiée la plus longue d'Europe

Un aspect de la ligne Paris-Hendaye (620 kilomètres), dont le dernier tronçon Angoulême-Bordeaux vient d'être mis en service.

Le budget du ministère des Finances

La séance est ouverte à 15 h. 00, sous la présidence de M. Herriot.

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Finances.

M. Ramette, rapporteur, fait connaître les modifications apportées par la Commission des finances au projet de gouvernement.

Le débat vient sur les sanctions. M. Peugeot indique que dans les usines du Doubs, qui connaît, les électriciens eux-mêmes ont fait grève et avait eu lieu 78 licenciements sur 18.000 ouvriers.

Cette déclaration provoque entre les députés communistes et de droite un échange de violents injures.

M. Baux (Nord) soutient les revendications des ouvriers mineurs notamment en ce qui concerne l'élection des délégués.

M. Duhay voudrait voir réaliser le vote secret pour les décisions de grève.

Les explications du ministre

M. Pomaret répond aux divers orateurs. La politique des assurances sociales, qui fera l'objet d'une interpellation en janvier, n'est pas un coup porté à l'édifice social, bien au contraire. D'autre part, le ministre s'engage à donner satisfaction au rapporteur sur divers points et, en particulier, sur l'œuvre de réduction des chômeurs.

Le ministre expose ensuite le fonctionnement des Caisses d'assurances sociales. Il annonce le dépôt d'un projet de loi réglant la situation des salariés que ne bénéficient pas des assurances sociales avant l'expiration du plan. Il avise M. Duhay qu'il a saisi la commission supérieure du travail de la question du vote secret des grèves. Il expose ensuite sa politique pour réduire le chômage. Il déclare qu'il y avait 7 à 8.000 ouvriers licenciés pour tout le territoire, à la suite de la grève du 30 novembre.

La Chambre adopte les crédits du budget du ministère des Finances.

Sur intervention de M. Vallée, on décide de prolonger jusqu'à 1 h. du matin l'examen des derniers budgets de dépenses, moyennant quoi, il n'y aura pas de séance mercredi matin.

Le budget du ministère du Commerce

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Commerce.

M. Louis Rollin réclame une protection plus efficace des commerçants de détail.

M. Leroy (Vosges) estime que l'industrie française doit profiter des divers contingents qui étaient réservés à la Tchecoslovaquie.

M. Sausdrey (Seine) se plaint de la concurrence que les coopératives de consommation qui jouissent de privilèges accablés, font aux commerçants.

M. Gesteau (Côte-du-Nord) signale les difficultés d'exportation des pommes dont 150.000 tonnes pourraient en Bretagne.

L'art japonais

Cette jolie statuette, dont le style rappelle l'art espagnol, est exposée au nouveau Musée impérial de Tokio. Entièrement en bois, elle représente le dieu du bonheur et de la prospérité.

La France possède la ligne ferrée électrifiée la plus longue d'Europe

Un aspect de la ligne Paris-Hendaye (620 kilomètres), dont le dernier tronçon Angoulême-Bordeaux vient d'être mis en service.

Le budget du ministère des Finances

La séance est ouverte à 15 h. 00, sous la présidence de M. Herriot.

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Finances.

M. Ramette, rapporteur, fait connaître les modifications apportées par la Commission des finances au projet de gouvernement.

Le débat vient sur les sanctions. M. Peugeot indique que dans les usines du Doubs, qui connaît, les électriciens eux-mêmes ont fait grève et avait eu lieu 78 licenciements sur 18.000 ouvriers.

Cette déclaration provoque entre les députés communistes et de droite un échange de violents injures.

M. Baux (Nord) soutient les revendications des ouvriers mineurs notamment en ce qui concerne l'élection des délégués.

M. Duhay voudrait voir réaliser le vote secret pour les décisions de grève.

Les explications du ministre

M. Pomaret répond aux divers orateurs. La politique des assurances sociales, qui fera l'objet d'une interpellation en janvier, n'est pas un coup porté à l'édifice social, bien au contraire. D'autre part, le ministre s'engage à donner satisfaction au rapporteur sur divers points et, en particulier, sur l'œuvre de réduction des chômeurs.

Le ministre expose ensuite le fonctionnement des Caisses d'assurances sociales. Il annonce le dépôt d'un projet de loi réglant la situation des salariés que ne bénéficient pas des assurances sociales avant l'expiration du plan. Il avise M. Duhay qu'il a saisi la commission supérieure du travail de la question du vote secret des grèves. Il expose ensuite sa politique pour réduire le chômage. Il déclare qu'il y avait 7 à 8.000 ouvriers licenciés pour tout le territoire, à la suite de la grève du 30 novembre.

La Chambre adopte les crédits du budget du ministère des Finances.

Sur intervention de M. Vallée, on décide de prolonger jusqu'à 1 h. du matin l'examen des derniers budgets de dépenses, moyennant quoi, il n'y aura pas de séance mercredi matin.

Le budget du ministère du Commerce

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Commerce.

M. Louis Rollin réclame une protection plus efficace des commerçants de détail.

M. Leroy (Vosges) estime que l'industrie française doit profiter des divers contingents qui étaient réservés à la Tchecoslovaquie.

M. Sausdrey (Seine) se plaint de la concurrence que les coopératives de consommation qui jouissent de privilèges accablés, font aux commerçants.

M. Gesteau (Côte-du-Nord) signale les difficultés d'exportation des pommes dont 150.000 tonnes pourraient en Bretagne.

L'art japonais

Cette jolie statuette, dont le style rappelle l'art espagnol, est exposée au nouveau Musée impérial de Tokio. Entièrement en bois, elle représente le dieu du bonheur et de la prospérité.

La France possède la ligne ferrée électrifiée la plus longue d'Europe

Un aspect de la ligne Paris-Hendaye (620 kilomètres), dont le dernier tronçon Angoulême-Bordeaux vient d'être mis en service.

Le budget du ministère des Finances

La séance est ouverte à 15 h. 00, sous la présidence de M. Herriot.

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Finances.

M. Ramette, rapporteur, fait connaître les modifications apportées par la Commission des finances au projet de gouvernement.

Le débat vient sur les sanctions. M. Peugeot indique que dans les usines du Doubs, qui connaît, les électriciens eux-mêmes ont fait grève et avait eu lieu 78 licenciements sur 18.000 ouvriers.

Cette déclaration provoque entre les députés communistes et de droite un échange de violents injures.

M. Baux (Nord) soutient les revendications des ouvriers mineurs notamment en ce qui concerne l'élection des délégués.

M. Duhay voudrait voir réaliser le vote secret pour les décisions de grève.

Les explications du ministre

M. Pomaret répond aux divers orateurs. La politique des assurances sociales, qui fera l'objet d'une interpellation en janvier, n'est pas un coup porté à l'édifice social, bien au contraire. D'autre part, le ministre s'engage à donner satisfaction au rapporteur sur divers points et, en particulier, sur l'œuvre de réduction des chômeurs.

Le ministre expose ensuite le fonctionnement des Caisses d'assurances sociales. Il annonce le dépôt d'un projet de loi réglant la situation des salariés que ne bénéficient pas des assurances sociales avant l'expiration du plan. Il avise M. Duhay qu'il a saisi la commission supérieure du travail de la question du vote secret des grèves. Il expose ensuite sa politique pour réduire le chômage. Il déclare qu'il y avait 7 à 8.000 ouvriers licenciés pour tout le territoire, à la suite de la grève du 30 novembre.

La Chambre adopte les crédits du budget du ministère des Finances.

Sur intervention de M. Vallée, on décide de prolonger jusqu'à 1 h. du matin l'examen des derniers budgets de dépenses, moyennant quoi, il n'y aura pas de séance mercredi matin.

Le budget du ministère du Commerce

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Commerce.

M. Louis Rollin réclame une protection plus efficace des commerçants de détail.

M. Leroy (Vosges) estime que l'industrie française doit profiter des divers contingents qui étaient réservés à la Tchecoslovaquie.

M. Sausdrey (Seine) se plaint de la concurrence que les coopératives de consommation qui jouissent de privilèges accablés, font aux commerçants.

M. Gesteau (Côte-du-Nord) signale les difficultés d'exportation des pommes dont 150.000 tonnes pourraient en Bretagne.

L'art japonais

Cette jolie statuette, dont le style rappelle l'art espagnol, est exposée au nouveau Musée impérial de Tokio. Entièrement en bois, elle représente le dieu du bonheur et de la prospérité.

La France possède la ligne ferrée électrifiée la plus longue d'Europe

Un aspect de la ligne Paris-Hendaye (620 kilomètres), dont le dernier tronçon Angoulême-Bordeaux vient d'être mis en service.

Le budget du ministère des Finances

La séance est ouverte à 15 h. 00, sous la présidence de M. Herriot.

La Chambre aborde la discussion du budget du ministère des Finances.

M. Ramette, rapporteur, fait connaître les modifications apportées par la Commission des finances au projet de gouvernement.

Le débat vient sur les sanctions. M. Peugeot indique que dans les usines du Doubs, qui connaît, les électriciens eux-mêmes ont fait grève et avait eu lieu 78 licenciements sur 18.000 ouvriers.

Cette déclaration provoque entre les députés communistes et de droite un échange de violents injures.

M. Baux (Nord) soutient les revendications des ouvriers mineurs notamment en ce qui concerne l'élection des délégués.

M. Duhay voudrait voir réaliser le vote secret pour les décisions de grève.

Les explications du ministre

M. Pomaret répond aux divers orateurs